



## Rumeurs de désintégration d'EDF SA ... ...à qui profite le crime ? L'intersyndicale interpelle l'Elysée

**Suite à des informations parues dans la presse concernant un projet de l'Elysée et du Gouvernement visant à modifier profondément l'organisation d'EDF SA, les organisations syndicales FNME-CGT, CFE-CGC Energies, FCE-CFDT et FNME-FO réaffirment haut et fort leur attachement au caractère intégré du Groupe.**

Ainsi, l'intersyndicale a saisi le Président de la République sur l'avenir d'EDF en demandant une entrevue au plus haut niveau pour obtenir des garanties sur les projets du Gouvernement. Son seul objectif doit être de permettre à EDF d'assurer pleinement ses missions tant sur le champ industriel que du service public de l'électricité dans l'intérêt du pays et des citoyens.

Le big bang financier au sein d'EDF SA consistant à séparer le nucléaire du reste des activités, à isoler les activités régulées (Enedis et RTE) et à ne maintenir que les activités commerciales (énergies et services) et les énergies renouvelables au sein de la société mère ne sont qu'un copier-coller des réorganisations déjà réalisées en Allemagne (E.On, RWE). Ils ne répondent en rien aux vrais enjeux.

L'ambition des banques d'affaires très en cour dans les couloirs de la République ne saurait guider l'intérêt général. Leur seul but est de générer un maximum de commissions et de plus-values en scindant des grands groupes. Cette logique est au détriment des enjeux de la transition énergétique, des obligations de service public qui incombent à EDF ou des grands projets industriels structurants qu'EDF doit assumer.

S'il existe des inquiétudes quant à la situation financière d'EDF SA, sur ses capacités à financer le grand carénage ou les EPR d'Hinkley Point, sur l'avenir de ses concessions hydrauliques, sur la fermeture des centrales à charbon, les salariés d'EDF SA sont en droit d'attendre de la part de l'actionnaire majoritaire qu'est l'Etat une réponse industrielle et sociale et non un montage financier.

L'Agence des Participations de l'Etat a démenti par voie de presse que le démantèlement d'EDF n'était pas à l'étude, les services de l'Elysée l'ont, eux, fait oralement auprès des Fédérations syndicales. Néanmoins l'intersyndicale souhaite que l'Etat affirme haut et fort son attachement à EDF et que ses intentions ne sont pas de répondre aux intérêts des banquiers d'affaire mais bel et bien de se comporter en stratège et régulateur.

**Désormais les organisations syndicales FNME-CGT, CFE-CGC Energies, FCE-CFDT et FNME-FO placeront sous la vigilance du personnel tout développement de ce dossier.**

**EDF SA a une histoire à respecter mais elle a aussi un avenir à construire avec ses salariés et les citoyens.**

Paris, le 3 juillet 2018